

La JICA et l'Afrique

Construire ensemble un avenir meilleur

L'Afrique entre dans une ère de changements spectaculaires et excitants, forte de sa vigueur démographique et d'une croissance économique rapide partagée par de nombreux pays du continent. Les années de stagnation et de déclin appartiennent au passé et c'est une Afrique jeune et dynamique qui regarde avec un optimisme grandissant vers l'avenir.

Les experts et les volontaires de la JICA travaillent dans les villages et les villes de l'ensemble du continent pour partager leurs connaissances et leur clairvoyance ainsi que la technologie japonaise avec nos partenaires africains. À la JICA, nous croyons que le Japon et l'Afrique peuvent travailler main dans la main pour construire un avenir meilleur.

(Photo : Takeshi Kuno)



Histoire et portée de la TICAD

La conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) a été initiée par le Japon en 1993, juste après la fin de la guerre froide. Cette année, la conférence se réunit pour la cinquième fois depuis 1993, marquant ainsi le vingtième anniversaire du processus de la TICAD. En 2013, la TICAD V accueille pour la première fois l'Union africaine en qualité de co-organisatrice de l'événement.

L'Afrique dispose d'abondantes réserves de pétrole, de gaz naturel, de métaux rares et d'autres ressources naturelles. La population du continent devrait augmenter de 50 % au cours des 20 prochaines années pour atteindre 1,56 milliard d'habitants. Depuis 2000, les économies africaines enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 5 %. La population en âge de travailler devrait atteindre 1,4 milliard d'ici 2050 et dépasser celle de la Chine et de l'Inde. Avec l'essor de l'exploitation des ressources, certains prédisent l'avènement d'un « siècle africain » au cours des prochaines années. Le Japon a été l'un des acteurs clés du soutien au développement économique de l'Afrique. La TICAD I a eu lieu à Tokyo en octobre 1993, à un moment où les pays développés tournaient leur attention vers les pays de l'ancien

bloc soviétique et où, avec la « lassitude des donateurs », la communauté internationale montrait des signes de désintérêt vis-à-vis de l'Afrique et de son développement. Avec la coopération des Nations unies et de la Coalition mondiale pour l'Afrique, une ONG, la première TICAD a attiré des participants issus de 48 pays africains, dont cinq chefs d'État.

La déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, adoptée lors de la TICAD I, a de nouveau placé l'Afrique et son développement au centre de l'agenda international. Dans une période d'afro-pessimisme grandissant où commençait à se répandre l'idée que l'Afrique ne pourrait jamais se développer quel que soit le montant de l'aide, l'initiative du Japon, en tant que l'un des plus grands donateurs, a été cruciale pour maintenir le niveau de l'aide.

Mettre l'accent sur la sécurité humaine (2003)

La TICAD II a suivi en 1998. C'est au cours de cette deuxième réunion que le programme d'action de Tokyo a été adopté. La conférence a convenu de politiques et de priorités, et notamment d'objectifs quantitatifs concrets dans trois domaines : 1) le déve-

loppement social, 2) le développement économique, et 3) la bonne gouvernance, la prévention des conflits et le rétablissement post-conflit.

La TICAD III, organisée en 2003, a vu l'adoption de la déclaration du dixième anniversaire de la TICAD. Elle a défini trois piliers du développement : (1) la consolidation de la paix, (2) la réduction de la pauvreté par la croissance économique, et (3) la participation au niveau local pour parvenir au développement.

La TICAD IV, qui s'est tenue en 2008, a eu lieu à Yokohama. La réunion s'est déroulée avec en toile de fond une Afrique nouvelle et dynamique dont les taux de croissance, en pleine explosion, atteignaient 6 à 7 %. Autour d'un foisonnement de projets de développement, cet événement a sans doute été la plus grande conférence internationale de ce type organisée au Japon, réunissant plus de 3 000 participants, dont 41 présidents et premiers ministres africains.

La déclaration de Yokohama a mis en avant trois domaines prioritaires de la coopération internationale pour le développement : (1) le renforcement de la croissance économique, (2) la garantie de la sécurité humaine, et (3) la lutte contre les problèmes

environnementaux et le changement climatique. Simultanément, le plan d'action de Yokohama a été adopté en tant que feuille de route pour la mise en œuvre de mesures spécifiques. Le Japon a doublé son aide publique au développement pour soutenir la réalisation des objectifs fixés par le plan d'action.

Le processus de la TICAD a joué un rôle crucial en soutenant la transition de l'Afrique d'un continent embourbé dans la stagnation vers une région pleine d'espoir et d'opportunités. Le fait que cette conférence internationale ait continué de jouer ce rôle important pendant 20 ans est en soi un succès remarquable, rendu possible par le mécanisme de suivi grâce auquel des ministres de pays africains se rencontrent chaque année pour veiller à la bonne tenue des promesses faites durant le processus de la TICAD.

L'objectif de la TICAD V : Une croissance inclusive et durable

De nombreux facteurs ont contribué au soutien de la croissance en Afrique. Notamment

le prix élevé des ressources naturelles et des matières premières, l'augmentation des investissements privés et la stabilité politique liée à la résolution des conflits. Mais de nombreux défis sont encore à relever. Des efforts doivent maintenant être déployés pour s'assurer que la récente croissance se mue en un mouvement spontané et effectif de développement. C'est le message central de la réflexion autour de la TICAD V qui doit se tenir du 1^{er} au 3 juin, à Yokohama : « Main dans la main avec une Afrique plus dynamique : transformation pour une croissance inclusive et durable ».

La conférence a trois objectifs majeurs : établir les structures d'une économie solide et durable afin de réduire la dépendance vis-à-vis des produits primaires, construire une société inclusive et résiliente moins inégalitaire, et garantir la paix et la stabilité qui fournissent les fondations indispensables à la croissance.

L'appropriation est un volet essentiel de la philosophie de la TICAD. Nous sommes convaincus que les Africains sont les plus



qualifiés pour trouver les solutions à leurs problèmes. C'est pourquoi cette année, la Commission de l'Union africaine participera pour la première fois à l'organisation de la conférence. Il y aura donc cinq organisateurs : le gouvernement japonais, les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale et la CUA. L'objectif de la conférence de cette année est de respecter l'appropriation de l'Afrique et de travailler ensemble sur les plans proposés par les partenaires africains.

TICAD I Octobre 1993

Le développement de l'Afrique est de nouveau une priorité de l'agenda international.

TICAD II Octobre 1998

Accord sur les politiques clés et les actions prioritaires

TICAD III Septembre 2003

Nouvel accent sur la sécurité humaine

TICAD IV Mai 2008

Accord sur la feuille de route pour les mesures visant à dynamiser l'Afrique.

TICAD V Juin 2013

Thème principal de l'année : « Main dans la main avec une Afrique plus dynamique : transformation pour une croissance de qualité »

The Fourth Tokyo International Conference on African Development

第4回アフリカ開発会議

May 28-30, 2008 Yokohama, Japan
Organized by Government of Japan, United Nations, UNDP, and World Bank



(Photo : AFP-Jiji)

Message du président de la JICA, Akihiko Tanaka

Des approches pour une croissance inclusive et durable— Encourager la « synnovation » —

Depuis le début du siècle, les économies africaines enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 5 %. Cette croissance devrait se poursuivre au cours des prochaines années, bien qu'elle repose principalement sur un secteur minier prospère. La part du secteur industriel dans le PIB décline progressivement depuis les années 1980. Avec la croissance démographique, le chômage des jeunes risque de compromettre sérieusement la croissance et la stabilité politique. Par ailleurs, les problèmes comme le terrorisme et les conflits armés se font de plus en plus pesants, surtout dans la région du Sahel, en Afrique de l'Ouest. Ces problèmes pourraient entraver la croissance économique. Pour rendre la croissance actuelle durable et plus inclusive, la sécurité humaine, l'agriculture et les infrastructures sont fondamentales.

Le concept de sécurité humaine comprend l'ensemble des efforts visant à libérer tous les segments de la société de la peur et du besoin. De nombreux problèmes qui touchent l'Afrique, tels que la pauvreté, le chômage et les conflits, menacent la sécurité humaine. La JICA s'attache à renforcer la sécurité humaine par ses actions pour apporter la paix et la stabilité dans la région, autant de conditions nécessaires à une croissance économique durable.

L'agriculture est un moteur potentiel de la croissance africaine. Bien que 60 % de la population active travaille dans le secteur agricole, le continent est importateur net de denrées alimentaires. L'amélioration de la productivité agricole est donc cruciale pour la sécurité alimentaire et l'emploi. La JICA parti-

cipe à un projet visant à doubler la production de riz en dix ans dans 23 pays et à augmenter les revenus des petites exploitations.

Le développement des infrastructures, au sens large, est crucial pour le développement durable de l'Afrique. Les infrastructures matérielles comprennent notamment les routes, les ports et les centrales énergétiques. Mais les infrastructures immatérielles sont tout aussi importantes. La coopération dans ce domaine comprend le développement des ressources humaines dans le commerce, le renforcement de l'état de droit et la promotion des investissements directs à l'étranger.

Le monde et l'Afrique changent rapidement, les modèles et les expériences passés du développement ne pourront plus assurer seuls un développement inclusif et durable. Les expériences de l'Asie et du monde occidental seront utiles à l'Afrique. Mais nous devons trouver, avec nos partenaires et les autres parties prenantes en Afrique, les solutions les plus adaptées à l'Afrique. J'ai baptisé cette approche « synnovation ». Cela recouvre l'adoption d'approches et de solutions nouvelles en accord avec les partenaires mondiaux. Je crois fermement que la TICAD V marquera une étape décisive vers une croissance économique durable et inclusive de l'Afrique en coopération avec l'ensemble des partenaires de développement.





Construire un continent

(Photo : Akio Iizuka)

METTRE DU RIZ SUR LA TABLE DES AFRICAINS

Un riziculteur ghanéen



Il y a un demi-siècle, 85 % de la population africaine vivait dans des communautés rurales. Au cours des prochaines années, à l'issue du plus grand mouvement de population de l'histoire de la région, plus de la moitié du milliard d'habitants du continent habitera dans des villes.

En s'installant dans les villes, les Africains changent complètement de mode de vie, et notamment d'habitudes alimentaires.

Le riz ne fait pas partie des aliments de base en Afrique mais il est de plus en plus consommé, car sa préparation est bien plus simple et rapide que celle de nombreux mets traditionnels.

En 2008, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ont lancé une initiative visant à doubler la production de riz pour atteindre 28 millions de tonnes d'ici 2018. Aujourd'hui, 23 pays participent à ce projet connu sous le nom de « Coali-

tion pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) ».

Le projet dans son ensemble comprend diverses approches pour stimuler la production, notamment par l'introduction de nouveaux hybrides, des programmes pour la riziculture de bas-fond et de montagne, l'amélioration des systèmes d'irrigation et des services de vulgarisation, ainsi que par des projets pilotes et des formations pour les agriculteurs et les responsables locaux.

Au Ghana, un projet d'une durée de cinq ans a été lancé en 2009 afin d'améliorer les cultures pluviales et d'atteindre la cible fixée par le gouvernement visant à doubler la production de riz.

« Récupérer » les eaux de pluie

Kenji Tsujishita est le chef d'une équipe de cinq experts japonais qui ont travaillé auprès de plus de 1 000 petits exploitants agricoles dans les régions du nord et du centre de cet État d'Afrique de l'Ouest.

« C'est un projet d'agriculture pluviale et non d'irrigation. Nous enseignons donc aux agriculteurs à mieux « récupérer » la pluie naturelle qui souvent ne fait que s'écouler et se perdre » affirme

M. Tsujishita. « Nous voulons que tout soit aussi simple et économique que possible. »

Les agriculteurs ont appris les procédures communément utilisées en Asie, comme encercler les rizières avec des petits murs de boue ou des murets de contours, planter en lignes droites et à intervalles précis et désherber régulièrement avec un simple sarcloir en bois.

Cette approche porte déjà ses fruits.

Dans la région des Ashantis, les rendements, qui avoisinaient en moyenne 1,3 tonne par acre il y a à peine quelques années, atteignent aujourd'hui à certains endroits la cible de 4 tonnes fixée par le projet. Au nord, où la cible est également de 4 tonnes, une exploitation pilote est parvenue au chiffre record de 7,5 tonnes.

Danful Seth, qui a rejoint le projet en 2012, cultive le riz sur 10 acres et souhaite agrandir son exploitation à 20-25 acres. Il estime qu'il a déjà réussi à augmenter ses rendements de 20 %.

« J'ai quatre enfants âgés de 3 à 12 ans et j'espère que ce riz me permettra de leur payer une meilleure éducation et de mettre de nouveaux plats sur la table » confie-t-il.

TROUVER DES SOLUTIONS POUR GUÉRIR LE SIDA ET LA MALADIE DU SOMMEIL

Au Ghana, il existe plus de 3 000 espèces différentes d'herbes sauvages ayant un potentiel médical.

Jusqu'à aujourd'hui, des composants actifs ont été identifiés pour seulement un tiers de ces plantes, mais des chercheurs ghanéens et japonais ainsi que des experts participent à un projet de collaboration, d'une durée de cinq ans, afin de percer à jour leurs secrets et peut-être de trouver de nouveaux remèdes aux fléaux que constituent le VIH/sida et la maladie du sommeil.

Le programme est basé à l'Institut commémoratif de Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR), symbole de plusieurs décennies de coopération entre les deux pays et situé à Accra, la capitale du Ghana.

Hideyo Noguchi était un éminent bactériologiste japonais mort de la fièvre jaune, à Accra en 1928, alors qu'il étudiait la maladie. En 1979, à sa mémoire, le gouvernement japonais a financé la construction et l'ouverture de l'Institut commémoratif de Noguchi pour la recherche médicale afin de poursuivre ses recherches et de renforcer les liens bilatéraux.

L'Institut est aujourd'hui l'un des plus importants de son genre en Afrique et il est de plus en plus considéré comme un symbole des relations étroites avec le Japon.

Le potentiel des plantes médicinales

Près de 50 chercheurs en médecine du NMIMR et du Centre de recherche scientifique sur les plantes médicinales (CSRPM), ainsi que des experts de l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo et de l'Université internationale de Nagasaki participent au projet de la JICA, lancé en 2010, afin d'élaborer des médicaments plus efficaces pour lutter contre le VIH/sida et la trypanosomiose, ou maladie du sommeil.

Rien qu'en Afrique subsaharienne, près de 23,5 millions de personnes sont touchées par le sida et 50 millions sont infectées par une pathologie peu connue et largement ignorée, la maladie du sommeil.

La médecine traditionnelle à base de plantes locales a été largement utilisée au Ghana durant des siècles, mais la recherche médicale moderne n'a commencé que récemment à explorer leurs possibilités.

La première tâche du projet actuel consiste à extraire les composants bioactifs des plantes sauvages puis à procéder à une analyse pour identifier les effets de ces composants. La découverte de composants qui permettraient de lutter contre le VIH/SIDA et les protozoaires de la maladie du sommeil produirait le « dédic » tant attendu.

« Nous sommes impatients de découvrir les trésors cachés qui permettraient de mettre au point de véritables médicaments », explique le chercheur principal, Shoji Yamaoka, professeur à l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo.

Les chercheurs ont concentré leurs études sur 100 à 150 plantes, dont la plupart sont connues de par leur utilisation en médecine traditionnelle, et après une mise en route plutôt lente, une experte de la JICA, le Dr Mitsuko Suzuki, a déclaré que ses collègues étaient « enthousiasmés » par les progrès accomplis, bien que de telles recherches puissent prendre de nombreuses années avant de réellement porter leurs fruits.



Atelier organisé au Ghana sur la prévention du VIH/sida et la transmission du virus de la mère à l'enfant.

Vingt-trois pays participent à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique.



D'une durée de quatre ans, un projet de la JICA vient en aide aux écoliers de la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou.

ÉDUCER LES ENFANTS AFRICAINS

Dans cette école primaire, les élèves voulaient à tout prix faire bonne impression. Serrés autour de petites tables en bois, près de 60 jeunes enfants griffonnaient sur de petites ardoises noires et répondaient bruyamment aux questions sur les mathématiques de base posées par une institutrice sévère qui rappelait la classe à l'ordre avec un bâton de bois.

Les visiteurs japonais de l'école primaire de Gounghin Nord, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, observaient la scène avec attention.

La JICA participe activement à l'amélioration du niveau de l'éducation en Afrique, pour les enseignants et les élèves, et ce à tous les niveaux, du primaire jusqu'à l'université et aux cours pour adultes.

Depuis le début du nouveau millénaire, et à com-

mencer par le Niger, en Afrique de l'Ouest, l'agence de développement a entrepris des projets dans quelques-uns des pays les plus pauvres ayant le plus faible niveau d'instruction du monde.

L'établissement de comités de gestion des écoles, comparables aux associations parents-enseignants dans certains pays occidentaux, est une composante clé de ces efforts.

Un succès sans précédent

La récente visite de l'école primaire de Gounghin Nord faisait partie d'un projet d'une durée de quatre ans, lancé en 2009.

Depuis lors, selon la conseillère chargée de l'élaboration du projet, Tomoko Ebihara, l'établissement des comités de gestion dans près de 1 400 écoles de trois régions différentes constitue une incroyable réussite.

Généralement, les comités sont composés d'enseignants et d'administrateurs scolaires, de parents, de représentants des autorités locales et, le cas échéant, de représentants des élèves. Un responsable local a récemment déclaré lors d'une rencontre avec les experts japonais que les comités de gestion avaient été un succès sans précédent.

« Auparavant, les parents ne s'étaient jamais vraiment intéressés à ce qui se passait à l'école », a-t-il confié. « Maintenant ils s'impliquent pleinement. Et cela a contribué à améliorer et renforcer l'esprit communautaire. Et comme les parents se montrent plus concernés, les enfants s'intéressent plus aux leçons. »

Les enseignants observent des progrès tangibles. En 2006, le taux de réussite parmi plus de 400 enfants était de 67 %. En 2010, il a atteint un fantastique 100 %.

Éduquer la prochaine génération constitue la pierre angulaire de la construction de l'avenir de tout pays. La JICA et ses volontaires poursuivront leurs efforts pour assurer un avenir meilleur au Burkina Faso et aux autres pays d'Afrique.

Experts japonais et enseignants discutent d'un projet de la JICA, échelonné sur quatre ans, pour améliorer le niveau de l'éducation au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest.



ÉTHIOPIE : UNE INITIATIVE POUR INTRODUIRE LA PHILOSOPHIE DU KAIZEN

L'Éthiopie, qui affiche un taux de croissance à deux chiffres depuis ces huit dernières années, est l'un des acteurs emblématiques d'une nouvelle Afrique en pleine expansion. Le plan quinquennal actuellement en vigueur vise à doubler le produit intérieur brut entre les exercices 2010-11 et 2014-15. Mais plusieurs problèmes doivent être surmontés pour que les exportations et les investissements continuent de progresser. Les investissements du secteur privé sont encore à la traîne et le faible niveau de qualité et de productivité reste problématique.

C'est l'ancien premier ministre Meles Zenawi qui a eu l'idée d'adopter le *kaizen*, une philosophie d'entreprise japonaise synonyme d'« amélioration continue » et qui promeut le renforcement de la qualité et de la productivité ainsi que le développement des ressources humaines. En réponse à une demande du premier ministre, la JICA a lancé en 2009 un projet de coopération technique afin d'introduire ce concept en Éthiopie.

La deuxième phase du projet a démarré en novembre 2011, et un cadre visant à répandre le concept dans tout le pays est actuellement en préparation. L'objectif principal de la deuxième phase, d'une durée de trois ans jusqu'en octobre 2014, est de dynamiser le secteur privé.

Une agence gouvernementale pour la promotion du *kaizen*

En 2011, les efforts visant à promouvoir le *kaizen* ont reçu un formidable coup de pouce avec l'établissement de l'Institut éthiopien du *kaizen* (EKI) placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie. Depuis qu'il a été appliqué avec succès dans de nombreux pays d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, le *kaizen* n'est plus uniquement un concept japonais. Il n'en reste pas moins que l'Éthiopie est probablement le premier pays au monde à désigner une agence gouvernementale spécifiquement dédiée à ce concept. L'établissement de la nouvelle agence illustre la forte volonté du premier ministre Meles, alors l'un des décideurs les plus influents d'Afrique.

Pour pallier le manque de ressources, les améliorations constantes de la qualité et de la productivité sont indispensables au développement des entreprises. De petites améliorations peuvent se révéler cruciales pour atteindre de grands objectifs. Le *kaizen* est à la fois un outil et une philosophie pour y parvenir.

« Le *kaizen* n'a pas pour finalité de produire des innovations du jour au lendemain », note Toru Homma, un conseiller senior de la JICA, qui participe depuis de nombreuses années au développement industriel de l'Éthiopie. « Il est important de réaliser des progrès modestes, mais constants au fil du temps. » M. Homma était l'un des organisateurs d'une conférence sur le *kaizen* en Afrique, organisée parallèlement à la réunion ministérielle de préparation de la TICAD V, en mars à Addis-Abeba. « Le cadre doit être adapté afin que les améliorations se produisent spontanément à partir de la base. Les responsables locaux et les chefs d'entreprise ont été très réceptifs à l'idée que le *kaizen* puisse être un outil efficace pour changer les mentalités des employés et des cadres. C'est un aspect qui intéressait particulièrement le premier ministre Meles, sur un plan personnel. »

ment à partir de la base. Les responsables locaux et les chefs d'entreprise ont été très réceptifs à l'idée que le *kaizen* puisse être un outil efficace pour changer les mentalités des employés et des cadres. C'est un aspect qui intéressait particulièrement le premier ministre Meles, sur un plan personnel. »

Baisser les coûts et les taux de perte

À la suite du lancement du projet *kaizen* par l'EKI, 30 entreprises ont participé à la première phase en appliquant plusieurs principes fondamentaux : les « petites améliorations », l'« approche ascendante », le « travail d'équipe » et la « continuité », ainsi que des mesures d'amélioration du lieu de travail dites des 5S (*seiri* = ranger, *seiton* = mettre de l'ordre, *seiso* = nettoyer, *seiketsu* = standardiser, et *shitsuke* = se discipliner). Les entreprises ont également appris à utiliser des outils pour éliminer les déchets et améliorer le flux de travail. Le projet a eu un impact immédiat en permettant des économies de 29 000 USD en moyenne par entreprise et une diminution conséquente des produits défectueux.

La conférence sur le *kaizen* en Afrique, qui s'est tenue en mars, a attiré plus de 160 participants de toute l'Afrique, se félicite M. Homma. Les présentations de groupes de discussion organisées au siège de l'Union africaine parallèlement à la réunion ministérielle de préparation de la TICAD ont fortement intéressé de nombreux responsables africains. Les représentants de plusieurs pays ont exprimé le souhait de reproduire le modèle de réussite éthiopien, suggérant ainsi que les mesures du *kaizen* pouvaient être extrêmement utiles aux pays africains, et non seulement asiatiques, afin d'améliorer leur productivité.



Un expert de la JICA explique le concept du *kaizen* dans une usine de meubles. (Photo : Ken-shiro Imamura)

Les principes du *kaizen* peuvent stimuler la productivité et améliorer le moral des travailleurs. (Photo : Kenshiro Imamura)



CONSTRUIRE LES NOUVELLES INFRASTRUCTURES DU CONTINENT

Namanga, à la frontière entre la Tanzanie et le Kenya, est une ville colorée et chaotique.

Un flux constant de piétons, de vélos, de vieux bus cabossés, d'autocars remplis de touristes et de robustes 4 x 4, traverse une sorte de no man's land situé entre les deux postes frontières. Des camions lourdement chargés sont stationnés partout, souvent recouverts d'une couche de poussière suggérant qu'ils sont là depuis des jours, voire des semaines.

Des troupeaux de chèvres bêlent bruyamment tandis que des marchands ambulants vendent de tout, des devises aux épis de maïs.

Il s'agit d'une scène typique du passage des frontières en Afrique, mais également d'un obstacle majeur au bien-être économique du continent.

Ce système de passage des frontières est si peu performant, si lent et si souvent corrompu qu'il explique en grande partie, selon la Banque africaine de développement (BAfD), pourquoi les coûts de transport

peuvent être deux fois et demi plus élevés en Afrique qu'en Asie, entravant effectivement le développement national et régional.

Mais quelque chose est en train de bouger des deux côtés de la frontière à Namanga, où de nouveaux bâtiments sont en construction et de grands espaces sont dégagés pour les routes d'accès et le stationnement des camions.

Poste frontière à guichet unique

Une fois achevées, les installations feront partie d'un concept japonais connu sous le nom de « poste frontière à guichet unique (PFGU) », qui vise à mettre fin au cauchemar quotidien du passage de la frontière, grâce à un système fluide et efficace intégrant toutes les procédures, telles que les douanes, l'immigration et les autorisations de véhicules.

Comme l'attestent certains camions à Namanga, le passage de la frontière peut réellement prendre plusieurs jours, voire des semaines. Les responsables estiment qu'un système PFGU efficace pourrait réduire le temps de transit à une demi-heure et que les routiers ou les touristes pourraient procéder à l'ensemble des formalités lors d'un seul arrêt pour un contrôle conjoint des autorités de chaque côté de la frontière.

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), conjointement avec les autorités locales et des partenaires tels que la BAfD, a introduit ce concept dans différentes régions d'Afrique dans le cadre d'un effort global visant à améliorer les infrastructures de base du continent, telles que les routes, les ports et les systèmes d'approvisionnement en énergie, qui permettront à leur tour d'améliorer la performance économique et les conditions sociales.

Parallèlement à ces activités, la JICA et la BAfD ont déjà participé au financement de la reconstruction d'un axe routier majeur entre la ville d'Arusha, en Tanzanie, et la capitale du Kenya, Nairobi.

En plus de garantir une circulation plus rapide et efficace des personnes et des véhicules, le PFGU et la nouvelle autoroute stimuleront également la croissance économique à Namanga et dans sa région, ainsi que le long des différents tronçons de la route.

Il est déjà bien plus facile de circuler le long de cette autoroute, même vers des villes éloignées comme Kampala, la capitale de l'Ouganda.

Une Afrique en pleine urbanisation

La JICA participe également sous d'autres formes au développement du réseau routier dans différentes régions.

L'Afrique, majoritairement rurale, s'est urbanisée rapidement et d'ici quelques années, pour la première fois dans l'histoire du continent, plus de la moitié du milliard d'Africains vivra dans des villes.

Ce mouvement migratoire massif exerce une forte pression sur les infrastructures urbaines et notamment les routes et les autoroutes.

Dans la ville portuaire animée de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, la JICA a octroyé un don de près de 53 millions USD pour élargir à quatre voies et doter de trois nouveaux ponts l'une des artères les plus chargées du pays, la route de New Bagamoyo.

De l'autre côté du continent, au Ghana, en Afrique de l'Ouest, la JICA a accordé un don de 8,3 milliards

JPY et envoyé des équipes de consultants et d'experts japonais pour moderniser un grand tronçon de la route nationale N° 8 qui traverse le cœur économique du pays, le fameux triangle d'or.

La route est non seulement une artère vitale pour l'économie du Ghana, mais son importance – et son trafic – devraient s'accroître au cours des prochaines années en tant que route de transit pour les pays enclavés voisins que sont le Burkina Faso, le Niger et le Mali.

Selon Suelo Hirose, consultant japonais en ingénierie, l'histoire de la route nationale N° 8 met en évidence un autre problème auquel le continent doit faire face dans ses efforts de modernisation des infrastructures.

DE L'ÉNERGIE POUR L'AFRIQUE

Ingénieurs japonais et tanzaniens ont vérifié minutieusement les cadrans électriques des panneaux situés devant eux. À l'aide de longues tiges isolées, ils ont contrôlé avec précaution les câbles aériens. Puis, satisfaits, ils ont tourné la clé qui a actionné une nouvelle sous-station électrique.

À l'horizon, chatoyait la cime brillante de neige du mont Kilimandjaro, l'élément géographique le plus emblématique d'Afrique et le point culminant du continent.

Les experts ont récemment apporté la touche finale à un projet de la JICA, d'une durée de deux ans, financé par un don de 27 millions USD pour moderniser l'approvisionnement électrique dans la région du Kilimandjaro, en Tanzanie. Le projet comprenait la réhabilitation de trois sous-stations électriques existantes et de plusieurs lignes de transmission, ainsi que la construction de deux nouvelles sous-stations, notamment la sous-station KCMC que les ingénieurs ont mis en service durant leur dernière visite.

Le Kilimandjaro est non seulement l'une des régions les plus belles et les plus spectaculaires d'Afrique, mais également l'un des centres économiques stratégiques de la Tanzanie, en tant qu'importante zone touristique, agricole et, de plus en plus, industrielle.

Mais comme de nombreuses régions de Tanzanie, l'approvisionnement électrique est irrégulier et les particuliers, les entreprises et même les hôpitaux subissent des coupures presque quotidiennes. Il est fondamental de stimuler la production énergétique, d'améliorer les infrastructures de base et de renforcer la formation du personnel pour le bien-être économique et social du pays.

Lors de l'inauguration de la sous-station KCMC, des représentants de l'hôpital proche, l'un des plus grands et des plus importants de Tanzanie, faisaient partie des visiteurs. L'hôpital sera l'un des principaux bénéficiaires de l'amélioration du réseau électrique qui approvisionnera le complexe avec une énergie plus durable et moins chère à terme.

Organiser des formations

Dans une perspective de développement des ressources humaines, la JICA a également commencé en 2009 un projet de formation sur cinq ans avec l'unique

Le Japon a participé au financement d'une précédente reconstruction de la route au début des années 1990, mais dans l'intervalle, « Il y a eu très peu de travaux de maintenance, » explique M. Hirose. « La route s'est détériorée plus rapidement que prévu, » en particulier à cause du trafic important et des conditions climatiques difficiles en Afrique de l'Ouest.

Les nouveaux projets d'infrastructures font la une des journaux, mais comme dans de nombreuses régions du monde, les gouvernements ont du mal à allouer des fonds pour une maintenance à long terme et « peu spectaculaire ». Cependant, selon M. Hirose et d'autres experts, tant que cet obstacle ne sera pas surmonté, il continuera de saper les efforts de l'Afrique pour améliorer ses performances économiques.

Le poste frontière à guichet unique mettra fin au cauchemar quotidien du passage de la frontière, grâce à un système fluide et efficace intégrant toutes les procédures.

Nouveau poste frontière à guichet unique entre le Kenya et la Tanzanie



Experts japonais et tanzaniens effectuent une inspection finale avant l'inauguration de la nouvelle sous-station électrique du Kilimandjaro.

entreprise de production et de transport électrique du pays, TANESCO.

Pendant près de dix ans, depuis le milieu des années 1990, la société, qui emploie 6 000 personnes, ne disposait pas de son propre système de formation ni d'installations dédiées, alors que l'énergie électrique est fondamentale pour la santé économique de la Tanzanie.

La JICA a commencé le travail à la base ; programmes, cours et manuels ont été élaborés afin de fournir les connaissances exactes aux techniciens et d'encourager une meilleure performance. Jusqu'à présent, les formations, qui vont de plusieurs semaines à plusieurs mois, ont été conduites auprès de plus de 400 personnes – ingénieurs, techniciens et « artisans ». Un concept issu de l'industrie japonaise, connu sous le nom de *kaizen*, a également été introduit dans la société.

L'objectif à terme est d'étendre la portée de la formation et d'en faire bénéficier un nombre croissant d'employés, et que ces derniers puissent appliquer les résultats sur leur lieu de travail.

Concrètement, le personnel plus qualifié garantira un approvisionnement électrique plus stable et favorisera l'amélioration des conditions économiques et sociales.

Par exemple, le pays dans son ensemble subit aujourd'hui plus de huit coupures électriques par mois. L'objectif est de réduire ce chiffre à deux coupures par mois, soit la moyenne de l'Afrique du Sud, le principal fournisseur énergétique du continent.

Tour d'horizon

ÉGYPTE

Soutenir la démocratisation au lendemain du « Printemps arabe »



Deux années ont passé depuis le mouvement populaire de démocratisation connu sous le nom de « Printemps arabe » qui a touché l'ensemble du nord de l'Afrique. Alors que l'Égypte traverse une phase de transition, la population concentre son énergie et son ambition sur la construction d'une nouvelle nation. Dans sa recherche d'un nouveau modèle, l'Égypte a tourné son regard vers l'Asie, où de nombreux pays sont parvenus à la croissance économique et à adopter les valeurs occidentales sans pour autant perdre contact avec les cultures et les traditions locales.



Un homme dépose son bulletin de vote dans l'urne lors d'une élection en Égypte. (Photo : Shin'ichi Kuno)

Depuis le changement de gouvernement égyptien en février 2011, la JICA a contribué à l'élaboration du plan directeur de développement national (juillet 2012-juin 2022), une feuille de route pour la création du nouvel État. C'est la première fois en 40 ans que l'Égypte cherche de l'aide en

dehors de ses frontières afin d'établir un plan de développement intégrant les intérêts fondamentaux de la nation. En juin 2013, la JICA lancera un nouveau projet de coopération technique afin d'améliorer les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre de ce plan. La JICA participera également au renforcement des compétences du personnel du ministère égyptien de la Planification et de la coopération internationale.

L'Égypte s'est également tournée vers le Japon et son système électoral afin d'organiser des élections équitables et démocratiques. Du 4 au 12 septembre, la JICA a accueilli au Japon Hatem Bagato, secrétaire général de la commission électorale égyptienne. Il a pu se familiariser avec le système japonais, participer à des programmes d'information et discuter avec des acteurs du domaine.

Par le passé, l'Égypte ne disposait pas d'une commission électorale permanente. Des comités *ad hoc* étaient créés et dissous après chaque élection. Ainsi, la commission ne pouvait se constituer une expérience propre, ce qui posait des problèmes d'efficacité et d'équité. Dans le cadre des efforts de démocratisation de la société égyptienne, le système a été interrompu et une commission électorale permanente a été établie par un amendement constitutionnel adopté à l'automne 2012.

MAROC

« Coopération Sud-Sud » pour la construction et la maintenance des routes



La coopération japonaise au Maroc est centrée sur l'agriculture, la pêche et les ressources halieutiques. L'aide dans ces domaines a produit des résultats encourageants, particulièrement en matière de développement des ressources humaines et de transfert de technologie. Le Maroc est un acteur majeur de la « coopération Sud-Sud », un mouvement qui encourage les pays bénéficiant de l'aide au développement à soutenir d'autres pays en développement. Le Maroc assure ce type de coopération depuis 1998, principalement en accueillant les participants de programmes de formation technique.



Formation avec des machines fournies par l'entreprise japonaise Komatsu (Photo : Shin'ichi Kuno)

La JICA soutient la « formation pour les pays tiers » au Maroc dans le domaine de la construction et de la maintenance des routes. Cette initiative a débuté en juillet 1993 avec la création de l'Institut de formation aux engins et à l'entretien routier (IFEER), un

projet destiné à former les techniciens nécessaires à la construction et à la maintenance des routes. L'Institut a été construit grâce à un don octroyé par le Japon, parallèlement à la mise en œuvre d'un projet de coopération technique sur cinq ans visant la formation du personnel, ainsi qu'à la fourniture d'une aide technique pour élaborer et organiser les cours.

L'IFEER organise depuis 1999 des formations pour les pays tiers d'Afrique francophone afin de soutenir la construction et la maintenance des routes. Le projet en est actuellement à sa quatrième phase (exercice 2012 à 2014) et dix pays en ont bénéficié jusqu'à présent.

L'Institut est devenu un centre incontournable pour la formation professionnelle dans le domaine de la construction et de la maintenance des routes en Afrique francophone. Ces dernières années, les projets de coopération technique financés par des dons japonais ont fait du Maroc une base pour la transmission du savoir-faire à d'autres pays avec lesquels il partage des affinités culturelles et un niveau similaire de développement technique. La formation à l'Institut utilise des machines fournies par l'entreprise japonaise Komatsu, qui envoie également des volontaires seniors au Maroc en tant que conseillers techniques.

La JICA et ses équipes de volontaires et d'experts déploient une aide au développement de grande envergure sur l'ensemble du continent africain. Ces efforts comprennent des mesures en faveur de la démocratisation et de la construction de la nation ainsi qu'un soutien à des microprojets qui s'attachent à promouvoir le développement local en se basant sur les communautés.

MALAWI

Introduction du concept japonais « Un village, un produit »

Le Malawi est l'un des premiers pays africains à avoir mis en place l'initiative « Un village, un produit », qui a vu le jour dans la préfecture d'Oita, au Japon. L'idée consiste à identifier, pour chaque municipalité, au moins un produit commercialement viable et original à présenter sur le marché. Depuis 2003, le Malawi encourage cette initiative dans le cadre de ses programmes gouvernementaux pour le développement économique en coopération avec la JICA.

Le Malawi est un pays essentiellement agricole dont les principales cultures sont le tabac, la canne à sucre, le thé, ainsi que divers fruits et légumes. Le pays dispose également d'une modeste industrie de la pêche, centrée autour du lac Malawi, et d'une production laitière dans les régions montagneuses. Malgré ces ressources, les capacités du pays sont limitées en matière de transformation et de commercialisation des produits alimentaires. Le Malawi doit donc renforcer la technologie et le savoir-faire nécessaires pour ajouter de la valeur et commercialiser ses produits.

La poudre de *moringa* est l'un des produits les plus populaires nés de l'initiative « Un village, un produit ». Fabriquée à partir des feuilles hautement nutritives de l'arbre *moringa*, cette poudre contiendrait deux fois plus de protéines que les yaourts, sept fois plus de vitamine C que les oranges et quatre fois plus de calcium

que le lait. On peut la faire bouillir et l'utiliser comme baume médical, la boire sous forme de thé ou la consommer avec les aliments. Le Malawi possède d'autres produits entièrement naturels, comme le miel de *mapanga*, tiré du nectar des fleurs de manguier, au sud du pays.

Il convient également de mentionner la gamme de plus en plus étendue de produits dérivés du baobab. Au Malawi, l'huile extraite des fruits du baobab est généralement employée pour préparer les aliments. Au Japon, cette huile riche en vitamines est communément utilisée dans la composition des cosmétiques pour ses propriétés hydratantes. La confiture douce-amère à base de fruits du baobab est aussi un mets très apprécié.



Une volontaire JOCV* aide les producteurs d'huile d'arachide. (Photo : Katsumi Yoshida)
*JOCV : Volontaire japonais pour la coopération à l'étranger



MOZAMBIQUE

Modernisation du port de Nacala en vue de stimuler les importations et les exportations

En mars 2013, la JICA a annoncé l'octroi d'un prêt d'un montant de 7,89 milliards JPY au Mozambique, pour le développement du port de Nacala en tant que plateforme d'importation et d'exportation du nord du pays. L'objectif est d'améliorer les performances et la capacité du port et de contribuer ainsi au développement économique de l'ensemble du pays. Le projet devrait également permettre de stimuler l'économie et d'atténuer la pauvreté dans le corridor de développement de Nacala qui intègre la partie septentrionale du Mozambique et s'étend jusqu'au Malawi et à la Zambie.

Nacala est un excellent port naturel qui pourrait servir de porte d'entrée du corridor de développement de Nacala. Une fois le port modernisé, l'activité économique du corridor devrait connaître une croissance rapide avec l'augmentation du volume de cargaison alimentée par un fort potentiel agricole et des gisements minéraux découverts dans la région. Selon plusieurs estimations, le volume de marchandises transitant par le port devrait être multiplié par dix d'ici 2030. Dans ce contexte, la réhabilitation et la modernisation du port vieillissant et le renforcement de l'efficacité opérationnelle constituent des priorités urgentes.

Parallèlement aux prêts pour financer la mise à niveau des installations, des efforts sont déployés pour former des ressources humaines nécessaires au bon

fonctionnement du port. L'Institut japonais de développement des zones côtières à l'étranger (OCDI) a invité du personnel mozambicain à suivre une formation du 21 août au 1^{er} septembre 2012. Les stagiaires ont visité les installations de manutention des cargaisons des ports de Yokohama et Oita, et ils se sont familiarisés avec les méthodes japonaises de maintenance et de gestion des installations portuaires.



Le port de Nacala (Photo : Mika Tanimoto)



Tour d'horizon

SOUDAN ET SOUDAN DU SUD

Contribuer au rétablissement post-conflit et au développement



Après l'accord de paix de 2005 qui a mis fin à la longue guerre civile au Soudan, la République du Soudan du Sud a vu le jour en juillet 2011. La JICA a repris ses activités au nord et au sud, peu après la signature de l'accord de paix, et le montant de l'aide déployée depuis lors se chiffre à 36 milliards JPY.

La JICA aide le Soudan dans le domaine de la consolidation de la paix, des besoins humains fondamentaux (BHF) et du développement agricole. L'Agence apporte également une aide au Soudan du Sud en appui à la construction de la nation (par l'amélioration des infrastructures et de la gouvernance), en matière de BHF et de sécurité alimentaire.

Ces efforts comprennent des initiatives visant à améliorer la fourniture de services publics dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de la santé, de la formation pro-

Le port animé de Djouba, au Soudan du Sud

fessionnelle et de la gestion des déchets.

La JICA soutient les gouvernements (surtout au niveau local) des deux pays pour l'élaboration et le suivi des plans de développement, ainsi que pour l'allocation de ressources, notamment budgétaires. L'Agence accorde en outre des dons pour l'amélioration des installations et des équipements. En se basant sur ce travail, la JICA met en œuvre d'autres projets dans les zones affectées par un conflit et prend une part active aux efforts de consolidation de la paix.

Parallèlement à l'aide apportée respectivement aux deux pays, la JICA participe également à des projets de coopération visant à améliorer les liens entre le Soudan et le Soudan du Sud. Par exemple, au cours de l'été 2007, la JICA a réalisé une étude d'urgence sur les infrastructures de base dans la ville de Djouba et de ses environs, et elle a réhabilité le port fluvial de la ville. Aujourd'hui, le commerce fluvial est interrompu en raison des tensions entre le nord et le sud, mais le port sera amené à jouer un rôle important lorsque les relations entre les deux pays se seront améliorées.

En 2012, un don du gouvernement japonais a permis de financer les travaux d'extension de 200 mètres du quai du port de Djouba. Les infrastructures de ce type relient le nord et le sud et elles bénéficient aux deux pays en répondant à des intérêts communs.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Participer à l'établissement d'une force de police nationale



La coopération japonaise en République démocratique du Congo remonte aux années 1970, alors que le pays s'appelaient encore Zaïre. Au cours des décennies qui suivirent, la JICA a apporté une aide vitale pour la construction des infrastructures du pays, notamment pour l'approvisionnement en eau, la santé et le développement des ressources humaines. Le Japon a également partagé son expertise en matière de séisme sur des projets de surveillance de l'activité volcanique. Ces activités ont malheureusement été interrompues en 1991 à cause de la guerre civile. Après les élections présidentielles de 2006, le Japon a décidé la reprise intégrale de l'aide bilatérale en faveur de la RDC. Depuis, la JICA

Officiers de police en formation
(Photo : Shin'ichi Kuno)



assure une aide pour la reconstruction dans trois domaines principaux : le développement des ressources humaines en faveur des forces nationales de police afin de garantir la paix ; la construction d'infrastructures et la formation professionnelle pour le développement économique ; et la mise en place de services de santé adaptés et d'un approvisionnement en eau salubre, ainsi que l'amélioration de l'accès aux services sociaux.

Le soutien à la formation des forces nationales de la police congolaise constitue une part centrale du travail de la JICA dans le pays. Le développement d'une force de police viable est vital pour la consolidation de la paix, et il est indispensable à un développement économique durable. Les activités comprennent des cours de remise à niveau pour les officiers de police et des formations de base à long terme pour les nouvelles recrues (notamment les anciens membres des groupes armés insurgés qui s'engagent en grand nombre dans la police). Ces programmes sont gérés en partenariat avec la police des Nations unies (qui prépare les programmes et envoie les instructeurs) et le Programme des Nations unies pour le développement (qui gère la logistique depuis 2009). Ces programmes constituent un bon exemple de collaboration réussie avec les agences des Nations unies. À ce jour, 18 000 officiers de police ont bénéficié d'une formation et le programme est reconnu pour avoir un effet bénéfique sur le comportement et le moral des officiers.

SÉNÉGAL

Garantir l'accès à une eau potable salubre



Depuis plus de 20 ans, la JICA travaille à améliorer l'approvisionnement en eau des zones rurales du Sénégal et à garantir l'accès à une eau potable salubre aux habitants des villages. La JICA veille également à ce que les membres des communautés soient capables d'assurer par eux-mêmes la maintenance des installations.



L'un des villages alimentés par un système d'approvisionnement en eau (Photo : Kenshiro Imamura)

Dans de nombreux villages du Sénégal, les habitants n'ont souvent pas d'autres choix que de parcourir de longues distances pour puiser l'eau des puits et des rivières. Grâce à l'aide de la JICA, plus de 300 000 personnes ont aujourd'hui accès à une eau potable salubre. Cela a permis non seulement de libérer femmes et enfants d'une tâche fastidieuse, mais aussi d'améliorer l'hygiène dans les villages.

On peut observer concrètement ces progrès dans le village de Taiba Ndiaye. Avant, les villageois étaient tributaires des puits, mais un système d'approvisionnement en eau construit par la JICA fournit aujourd'hui directement aux ménages une eau propre et salubre. Libérées de la nécessité d'aller chercher l'eau, les femmes ont maintenant le temps d'apprendre à lire et de se livrer à d'autres activités.

RWANDA

Les volontaires de la JICA en première ligne de l'APD



Le Rwanda s'est fixé l'objectif économique ambitieux d'augmenter le revenu par habitant de 220 USD (niveau de 2000) à 900 USD d'ici 2020. L'aide de la JICA au Rwanda s'articule autour de quatre domaines : les infrastructures économiques, le développement agricole, l'amélioration des services sociaux et le développement des ressources humaines.

Dans le domaine du développement agricole, les volontaires de la région de Karangazi, à trois heures de voiture de la capitale rwandaise, travaillent à transformer la production locale de miel en une activité lucrative. Le projet vise à améliorer les moyens de subsistance des communautés agricoles locales en formant des coopératives d'apiculteurs et en commercialisant le miel sous la marque « Miel d'Akagera ».



Un jeune volontaire montre à des villageois comment vérifier la pureté de l'eau des conteneurs. (Photo : Kenshiro Imamura)

Le gouvernement du Rwanda s'est également fixé pour objectif d'approvisionner l'ensemble du pays en eau douce d'ici 2017. À travers des dons, la coopération technique et l'envoi de volontaires, la JICA déploie une aide globale pour parvenir à cet objectif dans la province de l'Est, qui affiche actuellement le taux d'accès à l'eau potable salubre le plus bas du pays.

Aujourd'hui, huit volontaires travaillent dans l'équipe d'intervention sur la sécurité en matière d'eau (W-SAT). Certains membres sont chargés de réparer les puits et travaillent sur un système de surveillance régulière des puits abandonnés avant qu'ils ne deviennent inutilisables. Dans de nombreux villages, l'eau boueuse des rivières voisines est la principale source d'eau domestique. L'un des volontaires mène une étude sur les conditions d'assainissement et prépare un projet d'éradication des maladies liées à l'utilisation d'eau insalubre chez les enfants en partenariat avec un centre de santé local.

Des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) sont également envoyés dans ces zones prioritaires. Les volontaires sont en première ligne de l'APD japonaise et coordonnent étroitement leurs actions avec les projets de don et de coopération technique.

JICA's WORLD

Éditeur

Noriko Suzuki
Bureau des Médias et
des relations publiques

JICA'S WORLD
est une publication de la
JICA

Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 Japon

TÉLÉPHONE :
+81-3-5226-6660
FAX : +81-3-5226-6396
INTERNET :
<http://www.jica.go.jp>

Contactez-nous :
jicagapopinion@jica.go.jp

Couverture : Forte d'une
économie en pleine
expansion sur l'ensemble
du continent, une Afrique
nouvelle et dynamique
regarde avec confiance vers
l'avenir. (Photo : Atsushi
Shibuya)

Photos des pages 2 et 3 : Akio
Iizuka et Kenshiro Imamura



L'Agence japonaise
de coopération
internationale (JICA)
est le plus grand
organisme bilatéral
de développement du
monde, opérant dans
quelque 150 pays pour
aider les personnes les
plus vulnérables de la
planète.